

**JPA**  
7 rue Galilée  
75116 PARIS

**AUDITEM**  
4 rue Plumet  
75015 PARIS

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2020

## **ALAN ALLMAN ASSOCIATES (ex. Verneuil Finance)**

Société Anonyme au capital de 12 518 577,30 Euros  
Siège social : 15 Rue Rouget de Lisle  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

### **Exercice clos le 31 décembre 2020**

Aux actionnaires de la société ALAN ALLMAN ASSOCIATES,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALAN ALLMAN ASSOCIATES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion**

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## **Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Évaluation des titres de participation

### Risque identifié

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2020 pour un montant net de 1 431 milliers d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan (62% de l'actif). Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Ces titres de participation ont été cédés en intégralité au cours de l'exercice.

### Notre réponse

Nous avons pris connaissance du processus de cession des titres de participation. Nos travaux ont également consisté à :

- Analyser la documentation juridique de la cession ;
- Vérifier la comptabilisation de la cession ;
- Vérifier le dénouement de cette opération en trésorerie.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

#### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L. 22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

#### Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier.

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ALAN ALLMAN ASSOCIATES par votre assemblée générale du 31 juillet 2017 pour AUDITEM et JPA.

Au 31 décembre 2020, AUDITEM était dans la 11<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et JPA dans la 5<sup>ème</sup> année.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer

la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 30 avril 2021

Les Commissaires aux comptes,

AUDITEM



Hervé LE ROY

JPA



Jacques POTDEVIN

# VERNEUIL FINANCE

## Sommaire

<b>Bilan</b>		<b>1</b>
<i>ACTIF</i>		<i>1</i>
	<i>Actif immobilisé</i>	<i>1</i>
	<i>Actif circulant</i>	<i>1</i>
<i>PASSIF</i>		<i>2</i>
	<i>Capitaux Propres</i>	<i>2</i>
	<i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>2</i>
	<i>Emprunts et dettes</i>	<i>2</i>
<b>Compte de résultat</b>		<b>3</b>
<b>Annexes</b>		<b>6</b>

## Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
<b>Actif immobilisé</b>					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	2 249	2 249		614	- 614
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations				1 431 454	-1 431 454
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	13 440	13 440		8 860	- 8 860
Prêts					
Autres immobilisations financières					
<b>TOTAL (I)</b>	<b>15 689</b>	<b>15 689</b>		<b>1 440 928</b>	<b>-1 440 928</b>
<b>Actif circulant</b>					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés					
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs				91	- 91
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres				837 163	- 837 163
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	1 070 644		1 070 644	44 355	1 026 289
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	229 970		229 970	146	229 824
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 300 614</b>		<b>1 300 614</b>	<b>881 755</b>	<b>418 859</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>1 316 303</b>	<b>15 689</b>	<b>1 300 614</b>	<b>2 322 683</b>	<b>-1 022 069</b>

**Bilan (suite)**

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2020</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2019</b> (12 mois)	<b>Variation</b>
<b>Capitaux Propres</b>			
Capital social ou individuel (dont versé : 1 099 265)	1 099 265	1 099 265	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecarts de réévaluation	1 124	1 124	
Réserve légale	147 882	147 882	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	6 183	6 183	
Autres réserves			
Report à nouveau	-222 510	197 295	- 419 805
Résultat de l'exercice	-344 026	-419 805	75 779
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>687 918</b>	<b>1 031 945</b>	<b>- 344 027</b>
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
<b>TOTAL (II)</b>			
<b>Provisions pour risques et charges</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
<b>TOTAL (III)</b>			
<b>Emprunts et dettes</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts			
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés		1 178 338	-1 178 338
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	612 696	92 400	520 296
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel			
. Organismes sociaux			
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires			
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		20 000	- 20 000
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>612 696</b>	<b>1 290 738</b>	<b>- 678 042</b>
Écart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>1 300 614</b>	<b>2 322 683</b>	<b>-1 022 069</b>

## Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%	
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services						
<b>Chiffres d'affaires Nets</b>						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges						
Autres produits						
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>						
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			112 783	117 468	- 4 685	-3,99
Impôts, taxes et versements assimilés			20 677	23 162	- 2 485	-10,73
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements sur immobilisations			614	375	239	63,73
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			-10 000	20 000	- 30 000	150,00
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>124 074</b>	<b>161 005</b>	<b>- 36 931</b>	<b>-22,94</b>
<b>RESULTAT EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>-124 074</b>	<b>-161 005</b>	<b>36 931</b>	<b>22,94</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			9 416	11 423	- 2 007	-17,57
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>9 416</b>	<b>11 423</b>	<b>- 2 007</b>	<b>-17,57</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			8 860	620 900	- 612 040	-98,57
Intérêts et charges assimilées			8 112	5 598	2 514	44,91
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>16 972</b>	<b>626 498</b>	<b>- 609 526</b>	<b>-97,29</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>-7 555</b>	<b>-615 075</b>	<b>607 520</b>	<b>98,77</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>-131 630</b>	<b>-776 080</b>	<b>644 450</b>	<b>83,04</b>

## Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		356 278	- 356 278	-100
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 689 911		1 689 911	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 359 782		4 359 782	N/S
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>6 049 693</b>	<b>356 278</b>	<b>5 693 415</b>	<b>N/S</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	164 854	4	164 850	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 097 236		6 097 236	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>6 262 090</b>	<b>4</b>	<b>6 262 086</b>	<b>N/S</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-212 397</b>	<b>356 274</b>	<b>- 568 671</b>	<b>159,62</b>
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>6 059 109</b>	<b>367 701</b>	<b>5 691 408</b>	<b>N/S</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)</b>	<b>6 403 136</b>	<b>787 507</b>	<b>5 615 629</b>	<b>713,09</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-344 026</b>	<b>-419 805</b>	<b>75 779</b>	<b>18,05</b>
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

## Annexes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 1 079 649,87 et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -556 878,87 , présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

L'exercice 2020 a marqué le tissu économique français avec l'épidémie de la Covid-19 (intégrant des arrêts d'activité). Néanmoins, de par son activité, Verneuil finance n'a pas été impactée par ce contexte épidémiologique.

## SOMMAIRE

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

### COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

#### Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

### ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes

## Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

#### **Option de traitement des charges financières :**

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

#### **Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

#### **Option de traitement des charges financières :**

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

#### **Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

#### **Amortissements des biens non décomposables :**

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue.

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

### **IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

#### **Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

### **CREANCES ET DETTES**

**Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.**

### **PROVISIONS REGLEMENTEES**

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

### **AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS - COVID-19**

L'exercice 2020 a marqué le tissu économique français avec l'épidémie de la Covid-19 (intégrant des arrêts d'activité). Néanmoins, de par son activité, Verneuil finance n'a pas été impactée par ce contexte épidémiologique.

## Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

## Informations complémentaires pour donner une image fidèle

### 1. Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

La dépréciation des titres SFC, a été reprise lors de la cession des titres en Décembre 2020.

Pour les titres cotés et non cotés, la valeur d'inventaire est déterminée en fonction des capitaux propres, des perspectives de rentabilité des sociétés et la valeur probable de négociation à court terme.

La dépréciation des titres SFC, avait été appréciée en fonction du protocole d'accord signé avec le Groupe Circus fin 2019 soit 1.44 € par titre. En 2019, une provision complémentaire avait été constaté pour la somme de 616 320 euros, permettant ainsi d'obtenir une valorisation de la valeur nette de titres SFC à la somme de 1 431 454 euros.

Les titres ont été cédés pour la somme de 1.689.910,50 Euros. Cette cession a fait ressortir une moins-value de 4.101.325.21 Euros

	31.12.2020		31.12.2019	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur brute	Valeur nette
<b><u>Titres de participation:</u></b>				
Sté FRANCAISE DE CASINOS S.A.	0	0	5.791	1.431
Sous- total	0	0	5.791	1.431
<b><u>Autres titres immobilisés :</u></b>				
SCPI INTERPIERRE FRANCE	13	9	13	9
Sous-total	13	9	13	9
<b><u>Autres immobilisations financières :</u></b>				
Sous-total	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>5.804</b>	<b>1.440</b>

La variation nette est imputable à la dotation pour dépréciation des titres Sté FRANCAISE DES CASINOS S.A (de 616 K€).

AUTRES TITRES IMMOBILISES	31.12.2019	+	-	31.12.2020
INTERPIERRE SCPI	13			13
A déduire dépréciations	(4)			(4)
Valeur brute	13			13
Valeur nette	9			9

## 2. Une augmentation et une réduction de capital est attendue en Mars 2021

L'augmentation de capital de l'Assemblée Générale Mixte prévue le 5 mars 2021 s'inscrit dans le cadre de l'Apport visant au transfert de 100% du capital et des droits de vote de Alan Allman Associates International à Verneuil Finance.

Au même moment, une réduction de capital sera décidée d'un montant nominal maximum de 769.485,50 euros, le portant ainsi de 1.099.265 euros à 329.779,50 euros.

La valeur nominale des actions de la société passera de 1 Euro à 0.30 Euro.

## 3. Créances clients et comptes rattachés – Autres créances :

Avec la cession des part SFC CASINO, la créance correspondante a été réglée.

	31.12.2019	31.12.2020
Valeur brute	837	0
A déduire dépréciations	0	0
Valeur nette	837	0

Les autres créances incluent les éléments suivants :

K€	31.12.2019	31.12.2020
Clients	0	0
Fournisseurs débiteurs	0	0
Sociétés apparentées	0	0
Débiteurs divers	837	0
Total	837	0

## 4. Résultat Exceptionnel

Les produits exceptionnels tiennent comptes de la cession des titres de SFC pour la somme de 1 690 K€.

A la clôture, le résultat exceptionnel est une perte de 212 K€.

## Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 249		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL</b>	<b>2 249</b>		
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>TOTAL</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 249</b>		

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			2 249	2 249
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>			<b>2 249</b>	<b>2 249</b>
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		5 791 236		
Autres titres immobilisés			13 440	
Prêts et autres immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>		<b>5 791 236</b>	<b>13 440</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>5 791 236</b>	<b>15 689</b>	<b>2 249</b>

## Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 635	614		2 249
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>1 635</b>	<b>614</b>		<b>2 249</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 635</b>	<b>614</b>		<b>2 249</b>

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	614				
Emballages récupérables et divers					
<b>TOTAL</b>	<b>614</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>614</b>				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

## Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
<b>TOTAL Provisions</b>				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	4 359 782 4 580		4 359 782	4 580
<b>TOTAL Dépréciations</b>	<b>4 364 362</b>		<b>4 359 782</b>	<b>4 580</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 364 362</b>		<b>4 359 782</b>	<b>4 580</b>
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles			4 359 782	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

## Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfiques			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	229 970	229 970	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>229 970</b>	<b>229 970</b>	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	612 696	612 696		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfiques				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>612 696</b>	<b>612 696</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

**Charges à payer et avoirs à établir**

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 760
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :                    )	
<b>TOTAL</b>	<b>56 760</b>

**Charges et produits constatés d'avance**

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	146	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels	229 824	
<b>TOTAL</b>	<b>229 970</b>	

### Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale	Montant
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 099 265	1,00	1.099.265
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice			
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice			
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 099 265	1,00	1.099.265

### Détention du capital social

Le capital social est détenu par:

-	VERNEUIL ET ASSOCIES	81,91 %
-	FOCH INVESTISSEMENTS	0,97 %
-	Actionnaires nominatifs	1,24 %
-	Public	15,88 %

### Évolution des capitaux propres

Les capitaux propres ont évolué comme suit :

	31.12.2019	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	31.12.2020
Capital	1.099			1.099
Primes émission	0			0
Ecart réévaluation	1			1
Réserve légale	110			110
Réserve légale des plus-values nettes à long terme	38			38
Réserves indisponibles	6			6
Réserves des plus-values nettes à long terme	0			0
Autres réserves	0			0
Report à nouveau	197	(420)		(223)
Résultat de l'exercice	(420)		(557)	(344)
Totaux	1.032	(420)	(557)	688

La variation des fonds propres de la société au cours de l'exercice correspond :

- Au résultat (Perte) au 31 décembre 2019 de (420) K€

**Emprunt et dettes financières**

	31.12.2020	31.12.2019
Emprunts de titres (1)		47
Intérêts courus sur emprunts de titres		9
Groupe et associés (2)		1.109
A la clôture		1.165
Echéances à moins d'un an		1.165
Echéances à plus d'un an et moins de 5 ans		

(1) Les emprunts de titres concernent :

(2)	31.12.2020	31.12.2019
INTERETS VERNEUIL ET ASS	0	159
VERNEUIL ET ASS/CESSION CREANCE	0	368
FINANCIERE DUC IMT EMPRUNT DUC	0	0
INTERETS FOCH INV	0	9
FOCH INVESTISSEMENT	0	639
M. GONTIER	0	4

**Dettes Fournisseurs et charges à payer**Dettes Fournisseurs et charges à payer

K€	31.12.2020	31.12.2019
Fournisseurs, factures non parvenues	612	92
Dettes sociales et fiscales	0	0
	612	92

**Rémunérations des dirigeants**

Aucune rémunération n'a été allouées aux organes de direction à l'exception de jetons de présence pour

- En 2019 : 20 000 €
- En 2020 : 20 000 €

Aucun jeton de présence n'est prévu en 2021.

**Honoraires des Commissaires aux Comptes**

Le montant inscrit en charge pour la mission de l'exercice s'élève à 50 K€

**Effectif moyen**

Aucun salarié au 31.12.2020

**Ventilation de l'impôt sur les bénéfices**

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-131 630	
Résultat exceptionnel (et participation)	<b>-212 397</b>	
Résultat comptable	-344 026	